



Assemblée citoyenne du 10/02/2015

Quelle démocratie voulons-nous et quelles institutions pour cela ? (Deuxième partie)

Initiatives populaires et impact politique

Compte-rendu et suite

Introduction de Helmut Pitsch

Lecture a été faite des propos de Sébastien, élève de terminale du lycée autogéré de Paris, en manifestation suite à la mort de Rémi Fraisse à Sievens (voir en fin de CR). Ce texte bref est révélateur d'une pensée réfléchie qui, en quelques mots, résume des positions et des problématiques actuelles essentielles. En voici quelques unes :

« Je pense que personne n'a voulu ça » : immédiatement, toute interprétation individualiste est évacuée et le refus de se cantonner au registre émotionnel est clair.

« Manifester... contre toutes les violences d'Etat » : reconnaissance de l'existence de cette violence (sans individualisation), expression de solidarité universelle (pas de corporatisme) et affirmation de la militance comme hommage au disparu (pas de lamentation).

« Savoir utiliser la violence » : cela est nécessaire mais doit être fait avec discernement (quand cela est nécessaire).

« Je [ne] crois plus en la politique institutionnelle, quels que soient les partis » : exprime la défiance envers toutes les institutions et la crise des mécanismes de représentation par les partis traditionnels (à mettre en relation avec la montée de l'abstention).

« Il faut savoir construire aussi... des alternatives » : pas de confinement dans le refus, recherche d'une alternative de vie, « plus simple, plus sobre... plus heureuse et plus logique », bref, une position révolutionnaire.

Ces quelques mots posent la dialectique entre mobilisation autonome et soumission régressive.

Discussion

Le texte a d'abord suscité une discussion sur violence et non-violence, légitimité de la première et efficacité de la seconde.

Notre société est de toute évidence violente, le chômage en est l'expression la plus répandue, et la violence physique résulte généralement d'une impasse dans laquelle le pouvoir accule le citoyen (Nelson Mandela : « C'est toujours l'opresseur, non l'opprimé qui détermine la forme de lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense. »). La violence a aussi une fonction motrice, pour rebondir dans l'action, en réaction ou en offensive (voir les actions des Anonymous). D'autant plus dans les jeunes générations de milieux défavorisés que l'ascenseur social est largement en panne.

La non-violence est dynamique, essentiellement différente de la passivité : la grève du zèle ou la résistance inertielle, les sit-in en sont des exemples. Référence est faite aux arts martiaux asiatiques, fondés sur le déséquilibre de l'adversaire, un aspect à méditer dans notre culture.

Dans la problématique des grands projets liés aux ZAD (Zones à défendre) les études d'experts (fiabilité, impact...) devraient être faites par un service public plutôt que par des cabinets privés. Mais ceci ne résout pas le problème de la démocratie : comment en arriver à une élaboration collective ? Car dans le système actuel, l'avis des populations concernées n'est que consultatif et, si la loi Macron est adoptée, il ne sera même plus pris en compte pour les projets pouvant invoquer la « primauté de l'intérêt de relance économique » (belle

expression du culte de la croissance). Il n'y a que dans certaines conjonctures et avec un rapport de force favorable, que l'avis des populations impactées est écouté : par exemple, à Châtillon, lors de la modification de la ZAC Aérospatiale en situation préélectorale.

Une remarque de sémantique importante et significative de la démocratie institutionnelle : il n'existe aucune définition juridique précise de l'intérêt individuel, collectif, public, général. Tous les discours autour de ces termes sont donc vides de fondement juridique.

Face à un grand projet dont la durée de réalisation est de 20-30 ans, on a besoin de « gens qui savent », mais ils ne pourront opiner que sur le présent, la prévision à l'échelle d'une génération étant illusoire. C'est ce que font les experts qui ne regardent que ce qu'on leur demande d'examiner. Mais on peut imaginer de prendre des « experts d'usage », ceux qui seront impactés, les parties prenantes... qui diront comment ils veulent vivre : on permet alors aux classes sociales de s'exprimer et de s'affronter sur le sujet. Cela permet de faire émerger des contre-pouvoirs éclairés en organisant les habitants (chacun s'assumant en décideur). Et si ceux-ci sont niés par le caractère purement informatif de l'enquête publique par exemple, alors surgit logiquement la violence. A Sievens et ailleurs.

Gérer un grand projet au service des citoyens implique donc de rendre décisionnelle leur intervention, et ceci tout au long du projet, car en 20-30 ans le contexte et la population change. Il faut donc que les projets soient réversibles, qu'ils puissent être modifiés et même arrêtés démocratiquement tout au long de leur vie.

Ceci revient « simplement » à recréer une démocratie à la base. Une tentative dans ce sens avait été faite au sein de « Châtillon pour Tous » il y a quelques années, malheureusement avortée par aveuglement électoraliste. D'autres existent et se multiplient : les 27 ZAD, le réseau des AMAP, La Nef...

Conclusion

Le débat a permis de cerner la problématique de la démocratie de base, il faut maintenant échanger sur des actions concrètes, observer ces graines qui germent en herbe d'avenir entre les pavés qui nous confinent aux catacombes de la démocratie. Une assemblée citoyenne sur le thème : « Faire pousser l'herbe entre les pavés » sera programmée prochainement. Y réfléchir dès maintenant contribuera à enrichir de débat !

A méditer : *Le texte lu en première partie*

« Je pense que Rémi Fraisse, c'est juste un... un alibi. Je sais que là je me ferai taper dessus si beaucoup de mes potes entendaient ça. Mais je pense que sa mort est un accident. Je pense que personne n'a voulu ça. Donc Rémi Fraisse, d'accord, c'est horrible, machin truc, mais moi c'est pas pour ça que je viens manifester, c'est vraiment contre toutes les violences d'Etat, physiques et psychologiques, et en hommage à Rémi Fraisse, et en soutien à toutes les ZAD. Moi, je crois plus en la politique institutionnelle, quels que soient les partis. Je pense qu'à la fois il y a des moments où il faut agir contre, effectivement comme sur les projets de ZAD. Je pense qu'il faut savoir utiliser la violence quand elle est nécessaire, et envisager des réalités physiques et matérielles dans les luttes, et pas seulement intellectuelles, comme on aimerait nous faire croire que « non mais, maintenant tout est dans les idées, faut parler, faut être cordial » : non, à un moment il y a des conflits qui ont des réalités matérielles et physiques, il faut les envisager, il faut savoir utiliser la violence. Dans un deuxième temps il faut savoir construire aussi, construire des alternatives, parce qu'on ne peut pas ne rien proposer, et je trouve que les ZAD c'est quelque chose qui est une construction, qui est une alternative, qui est un mode de vie plus simple, plus sobre, et moi de mon ressenti, plus heureux et plus logique en fait. »

Transcription des propos recueillis par Marie Viennot en manifestation à Paris le 06/11/14, et diffusés dans le Journal de 8h de France Culture, le 07/11/14.

La prochaine Assemblée citoyenne de la série « Quelle démocratie voulons-nous et quelles institutions pour cela ? » aura lieu jeudi 5 mars en salle Gabriel Péri, à partir de 20 heures :

→ **Thème : Réorganisation territoriale, conséquences sur la démocratie.**